

Professeur décapité : « Un attentat d'une portée politique immense »

Par Recueilli par Pierre Bienvault, le 17/10/2020 à 03h20

« Il y a quelques années, c'est l'extrême sophistication des attentats qui provoquait l'effroi. Aujourd'hui, c'est le terrorisme « low cost » et les attentats, pensés et élaborés de manière très rapide et sans beaucoup de moyens », souligne Cyrille Bret, qui enseigne la géopolitique à Sciences-Po Paris.



Philosophe et géopoliticien, Cyrille Bret est aussi enseignant à Sciences-Po Paris. Il vient de publier « *Dix attentats qui ont changé le monde. Comprendre le terrorisme au XXIe siècle* » (Armand Colin)

La Croix : Quelle est votre réaction après l'attentat dont a été victime cet enseignant et le mode opératoire de son assassinat ?

Cyrille Bret : ce n'est pas la première fois qu'un attentat terroriste par décapitation se produit en France. Il y a déjà eu le cas de ce chef d'entreprise assassiné en 2015 dans l'Isère (1). Ce mode opératoire imite très clairement les pratiques de Daech qui a souvent tué de cette manière des otages en Syrie.

Le fait que la victime soit un enseignant mais aussi le mode opératoire utilisé donnent à cet attentat une portée politique immense avec une volonté d'instaurer une entreprise de domination par la terreur. Blesser gravement ou assassiner ne suffit plus. Il est nécessaire de passer un cran supplémentaire dans l'horreur pour choquer tout un pays et tenter de paralyser la communauté enseignante.

→ LES FAITS. Professeur décapité : le récit de ce qui s'est passé

L'assaillant était connu pour des antécédents de droit commun, mais disposait d'un casier vierge, et n'était pas connu pour sa radicalisation. Était-il possible dans ces conditions, pour les services antiterroristes, d'empêcher cet attentat ?

C.B. : C'est quasi impossible d'empêcher ce type de passage à l'acte d'individus qui ne sont pas connus de services et qui ont recours à des armes très rudimentaires. Chacun peut facilement disposer d'un couteau de cuisine ou, comme on l'a vu pour d'autres attentats, d'une voiture pour écraser des personnes qui ne font que marcher dans la rue.

Le couteau, c'est le terrorisme « low cost » par excellence et le moyen, pour les terroristes, de faire régner la terreur avec des moyens très peu sophistiqués. Il y a quelques années, c'est l'extrême sophistication des attentats qui provoquait l'effroi, comme lors du 11 septembre 2001 à New York. Aujourd'hui, avec le terrorisme « low cost », les terroristes diffusent l'idée que la terreur est au coin de la rue.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le terroriste était âgé de seulement 18 ans. Est-ce un élément significatif pour vous ? Les passages à l'acte terroriste sont-ils aujourd'hui le fait de personnes de plus en plus jeunes qui se radicalisent très vite et du coup se trouvent en dehors des radars de l'antiterrorisme ?

C.B. : Le profil des terroristes a effectivement changé au cours des dernières années. Dans les années 1990 et 2000, on voyait surtout des actes perpétrés par des personnes ayant derrière elles un long passé d'engagement criminel ou politique ou de radicalisation. Et les attentats faisaient l'objet de préparations minutieuses avec l'utilisation d'armes de guerre, ce qui réclame une certaine logistique.

Désormais, on est davantage, je le disais, dans ces attentats pensés et élaborés de manière très rapide et sans beaucoup de moyens.

Dans les appels au passage à l'acte lancés par les organisations terroristes, les enseignants sont-ils désignés comme des cibles à viser ?

C.B. : Non et l'attentat, auquel on vient d'assister, montre clairement qu'un cran supplémentaire vient d'être franchi. Parmi les cibles classiques visées par les organisations terroristes, il y a bien sûr les détenteurs de la force publique, les policiers, les gendarmes, les hauts fonctionnaires... Dans ce cas, on est dans le cas d'un militantisme ultra-violent contre un État dont on ne reconnaît pas la légitimité. En s'en prenant aux journalistes et aux caricaturistes, la volonté est de s'attaquer la société civile et faire taire, au moment présent, la liberté d'information, d'expression et d'opinion.

En touchant le corps enseignant, on s'attaque au présent mais aussi au futur. Car la mission des professeurs, c'est d'enseigner cette liberté aux futurs citoyens. Jusque-là, on essayait d'abattre la liberté d'information et d'opinion en assassinant des journalistes. Là, ce qu'on essaie de détruire, c'est aussi la liberté de demain.

→ ANALYSE. Les atteintes à la laïcité à l'école ne sont pas massives mais inquiétantes

Et il ne faudrait pas que, dans les jours à venir, on fasse émerger un débat sur le contenu du cours de ce professeur. Ni de s'interroger s'il était opportun de sa part de montrer telle ou telle caricature. Il ne faudrait pas que cet attentat soit vu comme la conséquence de ce cours, ni que celui-ci soit vu comme une possible provocation. Surtout pas. Avec cet attentat, la volonté est juste de faire taire la communauté éducative et la liberté d'enseigner.

Estimez-vous légitime que les médias insistent sur la façon dont cet enseignant a été tué, c'est-à-dire une décapitation en pleine rue, ce qui est une information à part entière pour dire la dimension terroriste de l'événement. Mais n'y a-t-il pas un risque de faire le jeu de la terreur comme le souhaitent les terroristes qui utilisent à dessein ce mode opératoire ?

C.B. : C'est une question importante et difficile. Les médias sont clairement pris entre deux principes fondamentaux. Leur mission est d'informer de la réalité des événements. Et cet événement ne se comprend pas dans toute sa dimension si on ne parle pas de ce mode opératoire épouvantable.

→ À LIRE. Faut-il montrer l'horreur des attentats de janvier 2015 ?

Cela étant la responsabilité des médias est aussi de ne pas concourir aux stratégies terroristes. Aucun attentat ne peut et ne doit rester secret. Mais l'effet médiatique est inscrit même de la mécanique terroriste. Il y a donc un équilibre nécessaire mais difficile à trouver pour les médias.

Recueilli par Pierre Bienvault

(1) Cet homme de 54 ans, qui dirigeait une entreprise de gaz industriels à Saint-Quentin-Fallavier avait été assassiné par un de ses employés qui s'est suicidé quelques mois plus tard en prison.